

Ali Yaman

A propos de la question alévie en Turquie

Les alévis, dont les pratiques et les croyances s'appuient sur une interprétation syncrétique de l'islam, constituent environ 15% de la population de Turquie. La majorité des alévis sont turcs, mais un nombre considérable d'entre eux sont kurdes et zaza. Il est

important de bien comprendre les développements étourdissants qu'a connus la question alévie depuis les années 1990. Il ne faut pas sous-estimer les progrès accomplis, même s'ils ne sont évidemment pas suffisants. Bien qu'elle puisse être très importante dans la vie d'un individu, une période de 20-30 ans n'a pas vraiment de poids dans le cours de l'histoire de l'humanité. Pourtant, l'apparition sur le devant de la scène, au cours de cette brève période, des alévis/kızılbaş¹, qui étaient un sujet tabou, est déjà en soi un événement important. C'est grâce à ce changement que le nombre des lieux de prières des alévi, appelés *cemevi*, augmente constamment dans les villes. La soixantaine de *cemevi* ayant été construits rien qu'à Istanbul démontre à elle seule l'existence d'un alévisme en voie d'urbanisation. Les discussions sur la possibilité d'inclure l'alévisme dans les cours de culture religieuse et connaissances morales, qui sont devenus obligatoires dans les écoles turques dans les années 1980, représentent aussi une évolution très importante.

Les alévis, qui ont été persécutés et marginalisés depuis l'époque de l'Empire ottoman jusqu'à nos jours, peuvent maintenant s'exprimer de plus en plus librement dans l'espace public. L'expression la plus claire de ce réveil de l'alévisme est la structuration des communautés sur le plan culturel et religieux. Depuis les années 1990, dans toute la Turquie et

Ali Yaman travaille comme professeur-assistant et vice-directeur du département des relations internationales et directeur du centre culturel de recherches de l'Université Abant İzzet Baysal (Bolu, Turquie). Ses recherches et enseignements actuels portent sur les relations entre la religion, la culture et la politique en Asie centrale et en Anatolie. Il a rédigé sa thèse de doctorat sur le rôle des dignitaires religieux traditionnels, les dedes, dans l'alévisme.

en Europe, les alévis se sont organisés d'abord en associations et en fondations, puis de plus en plus souvent sous la forme de *cemevi* et de centres culturels alévis. Ces organisations ont sans aucun doute beaucoup contribué à ce que les problèmes rencontrés par les alévis

soient mis à l'ordre du jour. Il ne faut pas oublier que cette situation est aussi liée à des développements conjoncturels au niveau international. On constate qu'avec l'affaiblissement de la bipolarisation du système international, les appartenances religieuses et ethniques gagnent en importance. Derrière le réveil alévi des années 1990, on retrouve cette évolution globale et ses répercussions en Turquie.

L'éducation religieuse partielle et les services religieux tendancieux ont favorisé une conception de la religion problématique, qui est celle de la majorité et de l'élite dirigeante. Ceci rend la compréhension du phénomène alévi très difficile. Il y a même des personnes qui, pour embrouiller la question, veulent imposer l'idée que les revendications alévis, bien loin d'être légitimes, seraient le fruit d'un problème «artificiel» propagé par des ennemis intérieurs et extérieurs. Pour empêcher que les problèmes rencontrés par les alévis soient compris correctement par l'opinion publique, de nombreux thèmes comme les affrontements gauche-droite et le terrorisme ont été instrumentalisés pour nuire à l'image des *cemevi* et des centres culturels alévis.

Par ailleurs, les milieux n'ayant pas intérêt à ce que cette situation soit résolue essaient de créer des dissensions au sein des communautés alévis en mettant en avant les identités turque, kurde et zaza. Ceci a créé des divisions en particulier dans les or-

ganisations alévis en Europe. De plus, les alévis, se laissant entraîner dans des débats stériles comme l'appartenance à l'islam ou non de l'alévisme, ont été victimes de forces essayant de les monter les uns contre les autres.

Droits humains et question alévie

A notre avis, à la base de la question alévie se trouve un problème de droits de l'homme et de liberté de croyance qu'il n'est plus possible d'ignorer de nos jours. Mais les politiciens et les bureaucrates qui, en Turquie et en Europe, utilisent constamment cette question comme une occasion de parler de sécurité ou de politique empêchent de faire avancer le débat. Cette approche doit changer et, à mon avis, elle est déjà en train de changer. Tout le monde doit comprendre l'alévisme correctement. Ceci concerne aussi les alévis eux-mêmes. Il est évident que ce ne sont pas les alévis qui ont créé la question alévie. Certaines personnes font fi de l'histoire et se comportent comme s'il ne s'était rien passé et comme si les alévis avaient eux-mêmes créé de toutes pièces les problèmes existant entre les alévis et les sunnites. Nous devons tout d'abord essayer de comprendre les événements vécus par le passé. Comment peut-on faire comme si les accusations calomnieuses de «chandelle éteinte»² n'avaient pas existé? Comment peut-on ne pas prendre en compte la situation créée par la rivalité entre Ottomans et Safavides qui a mené à la reconnaissance du sunnisme comme la religion officielle et à la marginalisation des alévis, les forçant à vivre en communautés repliées dans des régions montagneuses reculées? Comment peut-on oublier les dirigeants qui, depuis le temps des Ottomans, ont favorisé une tendance de l'islam, instrumentalisant ainsi la religion en politique? N'est-ce pas pour cette raison que, encore aujourd'hui, la relation entre l'Etat, la religion et la société est problématique? Ce fondement douteux a créé trois domaines problématiques pour les Alévis: les cours obligatoires de culture religieuse et connaissances morales, les *cemevi* et la Direction des affaires religieuses.

Aujourd'hui, tous les segments de la société doivent s'intéresser à la question alévie, car elle concerne toute la Turquie. Cette question ne pourra trouver de solution durable que si tout le monde se sent impliqué. Par ailleurs, l'alévisme n'est plus une question con-

cernant uniquement les acteurs internes à la Turquie, mais est devenue un terrain de jeu où d'autres acteurs internationaux prennent aussi place. Bien entendu, je ne suis pas personnellement heureux que la question alévie apparaisse comme problème dans les rapports sur les droits de l'homme et la liberté religieuse publiés aux USA ou dans les rapports de l'Union européenne donnant aux gouvernements turcs successifs des avertissements à ce sujet. Ceci n'est malheureusement pas le chemin à suivre si on veut trouver une solution à la question alévie. De plus, l'image qui se dessine au niveau international n'est pas digne de la Turquie des années 2000. Sans aucun doute, les personnes responsables du fait qu'on en soit arrivé là sont les tenants du statu quo en Turquie qui font comme si les problèmes n'existaient pas, les organismes officiels et ceux qui mettent en avant les différences entre tendances de l'islam. En conséquence, au lieu de préparer le terrain à des ingérences étrangères, il s'agit avant tout de s'efforcer à trouver une solution entre nous et de se débarrasser des obstacles qui nous en empêchent. Ceci est la meilleure voie vers une solution. Les solutions trouvées grâce à des dynamiques internes au pays sont plus durables, car celles qui se basent sur des pressions extérieures posent un problème de méthode et peuvent, de plus, provoquer des dissensions au sein du parlement national et perturber l'activité politique du gouvernement.

Débats sur la question alévie

Aussi bien avant l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement (AKP) qu'après, des nombreux débats sur la question alévie ont eu lieu, mais aucun avancement significatif n'a pu être observé dans ce dossier. Durant la première législature, les représentants de l'AKP ont ignoré cette problématique et ils n'ont même pas cherché à rencontrer les leaders alévis. Les ministres de ce parti se sont montrés insensibles à cette question et ont donné des réponses ne servant qu'à maintenir le statu quo. Ceci n'a changé qu'avec le deuxième gouvernement de l'AKP. Dans un premier temps, ils se sont mis au travail avec un député d'origine alévie comme conseiller, mais les progrès ont été stoppés net après une courte période par la démission de ce député. Ensuite, une série de réunions symbolisant un processus d'ouverture a eu lieu sous l'égide du cabinet du Premier ministre –dont

dépend la Direction des affaires religieuses – avec un coordinateur ayant une formation académique. Maintenant, toute la Turquie est curieuse de voir les résultats de ces réunions. L’incapacité à trouver une solution acceptable pour les alévis perdure malheureusement encore de nos jours. Lors des premiers progrès de l’«ouverture alévie», alors que les débats étaient encore très animés, M. Sait Yazıcıoğlu, anciennement ministre responsable de la Direction des affaires religieuses, a dit: *«Peut-être avons-nous essayé de forcer nos compatriotes dans un costume que nous leur avons taillé et nous avons vu que cela ne fonctionnait pas. Maintenant, c’est notre devoir de créer tous ensemble un nouveau costume qui leur permettra de vivre en paix.»* (Radikal, 6 décembre 2007) Cette même personne a dirigé la Direction des affaires religieuses entre 1987 et 1992. Selon ses propres dires, cela fait des décennies qu’on essaye de forcer les concitoyens alévis dans un moule qui ne leur convient pas, sans le moindre égard. Les alévis, quant à eux, qui revenaient toujours à la charge auprès du parti au pouvoir avec l’idée de «liberté de croyance», leur rappelant les problèmes existant, ont commencé à douter de la bonne foi des dirigeants. Presque sept années ont passé et ils n’ont toujours rien trouvé à dire à ce sujet. Sous la pression de l’Union Européenne, et en pensant à sa propre survie, le parti au pouvoir s’est trouvé obligé d’affirmer, par l’intermédiaire du cabinet du Premier ministre, «une intention de tailler un nouveau costume ensemble». Soit, mais pourquoi cela prend-il tant de temps de tailler ce costume? Puisque les alévis ne s’en sont pas mêlés jusqu’à présent, qui peut donc être tenu pour responsable? Il est nécessaire d’examiner cette question dans le détail et, sans aucun doute, les responsables doivent être cherchés parmi les milieux compétents et influents qui gèrent les affaires religieuses – ou plutôt qui ne les gèrent pas – dans ce pays.

Il faut encore souligner ici l’existence d’une alliance étonnante entre les franges laïques de l’Etat et les représentants de la tradition regroupant le Milli Görüş³ et l’AKP dont le but est d’assurer l’influence de l’interprétation de l’islam sunnite-hanéfite dans l’espace religieux. Les deux parties ne veulent pas que la Direction des affaires religieuses touche au fondement sunnite-hanéfite du culte et de l’éducation religieuse. Cependant, cette entente sur un plan géné-

ral cache des approches très différentes lorsqu’on regarde de plus près. Parmi les points de désaccord, le plus important est la volonté des franges laïques de l’Etat de considérer les alévis comme un élément protégeant le système laïque, voire comme une «assurance laïcité». Cette situation ne réjouit bien entendu pas les tenants de la tradition liée au Milli Görüş/AKP, car ils interprètent l’opposition et la réaction négative des alévis sur des sujets qui sont importants pour eux, tel le port du voile, comme une alliance entre les alévis et les milieux laïques. On sait que les franges laïques n’ont jamais apprécié, que ce soit avant l’arrivée au pouvoir de l’AKP ou après, les critiques que celui-ci dirige contre les principes fondateurs de l’Etat, en particulier la laïcité. D’ailleurs, ces partis qui remettent en cause les fondements de l’Etat, ont été interdits à de nombreuses reprises. De plus, il est évident que l’AKP a une position opposée à celle des franges laïques en ce qui concerne les cours de Coran, les curriculums des lycées imam-hatip⁴ et les cours de religion. Malgré leurs approches qui diffèrent sur des détails, on voit que l’AKP et certains segments civils et militaires de l’Etat sont d’accord sur l’idée d’un espace religieux turc organisé en fonction de l’islam sunnite. Pour cette raison, il n’est pas faux de dire que, de nos jours en Turquie, la persistance d’un statu quo dans les domaines qui impliquent l’Etat tels que l’éducation religieuse, la gestion des lieux de culte et des organisations religieuses correspond bien à la politique de l’AKP. Malgré tout ceci, il ne faut pas sous-estimer le processus de démocratisation et les efforts pour changer l’approche de l’alévisme mis en oeuvre par l’AKP ces dernières années. Même s’ils sont venus très tard, il faut reconnaître qu’il s’agit des pas les plus courageux qu’un gouvernement ait fait jusqu’ici pour trouver une solution à la question alévie. Si ces efforts devaient ne pas conduire à des solutions dans divers domaines, cela pourrait avoir des conséquences très négatives. *Traduit du turc par Anna Neubauer*

Notes: Voir page 16